

« Je veux éviter un naufrage »

Chaque jour, le bateau prend un peu plus l'eau, mais il écope sans faiblir. Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie et des Finances, fait face à la crise économique la plus grave que la France ait connue depuis près d'un siècle. En trois semaines, la récession annoncée est devenue une dépression. La France a sorti le carnet de chèques pour que les entreprises et les salariés survivent à l'épreuve du confinement. C'est un choix « *assumé* » qui enterre, pour une longue période, la culture de gestion serrée des comptes publics imposée par Bercy. Et qui renvoie les réformes, comme celle des retraites, à beaucoup plus tard.

Comment qualifiez-vous cette crise économique qui s'annonce encore plus dévastatrice que prévu ?

Il y a quelques jours, j'ai fait une comparaison avec la grande récession de 1929. Je la confirme. Cette crise est très violente. Elle est globale puisque aucun continent n'est épargné, et elle sera durable. La différence avec 1929, c'est que les États réagissent vite et fortement. Mais l'impact sera massif.

Le gouvernement a mis en place un dispositif sans précédent. Est-il suffisant ?

C'est une réponse massive et immédiate. Nous la musclerons autant que nécessaire. Nous avons fait un choix stratégique: protéger les salariés et les entreprises pour éviter la casse sociale. C'est ce qui nous permettra de repartir plus rapidement quand la crise sera derrière nous. Le prêt garanti par l'État, c'est, sur huit jours, 20 milliards d'euros de prêts demandés par plus de 100 000 entreprises. Cinq millions de salariés bénéficient de l'activité partielle. En trois jours, 450 000 petites entreprises ont sollicité le fonds de solidarité. Ces dispositifs dureront tant que durera la crise sanitaire, et seront réabondés autant que nécessaire.

INTERVIEW

PATIENCE Le ministre annonce au JDD que la reconstruction de l'économie sera longue, difficile et coûteuse

STRATÉGIE Il fait le choix d'une relance de l'investissement et écarte toute hausse des impôts

Les administrations et les banques chargées de la mise en œuvre jouent-elles le jeu ?

Oui. Je salue la mobilisation exceptionnelle des administrations qui ont mis en place le fonds de solidarité en moins d'une semaine et qui versent aux petites entreprises, aux commerçants et aux artisans, durement frappés, leurs indemnités. Je veux aussi saluer la mobilisation des banques, qui accordent les crédits aux PME qui en avaient besoin.

Le « quoi qu'il en coûte » du Président est-il tenable ?

Ce qui ne serait pas tenable, ce serait un effondrement de l'économie: des faillites en cascade et des millions de chômeurs, comme aux États-Unis, où 10 millions d'Américains se sont inscrits au chômage en dix jours ! La France est un État solide. Nous apporterons les moyens financiers nécessaires aussi longtemps que la crise durera. Mais la reconstruction sera longue, difficile, coûteuse. Il n'y aura pas de redémarrage du jour au lendemain. Dire cela, ce serait vendre des illu-



Bruno Le Maire vendredi dans son bureau, à Paris. ÉRIC DESSONS/JDD

sions aux Français. Je préfère que nous nous endettions aujourd'hui, en évitant un naufrage, plutôt que laisser détruire des pans entiers de notre économie.

Une aggravation de la dette, n'est-ce pas un pari hasardeux ?

Non. Nous n'avons pas de difficultés à lever de l'argent sur les marchés financiers. Nos taux d'intérêt restent à des niveaux raisonnables. Ensuite, il faudra nous assurer d'un plan de relance, aux niveaux national et européen, qui permette de redémarrer la machine le plus vite possible. La meilleure réponse à la dette, c'est la croissance.

Avez-vous une idée du temps qu'il faudra ?

Des mois. Et ce sera très différent d'un secteur à l'autre. Aujourd'hui, l'industrie tourne à 50 %. Des secteurs continuent de fonctionner, comme le papier pour fabriquer les masques. Mais l'automobile est à l'arrêt. Certaines activités auront besoin d'un soutien spécifique. Ne faisons pas croire aux Français

« Nous apporterons les moyens aussi longtemps que la crise durera »

que tout redeviendra rapidement comme avant et que demain, par exemple, des millions de touristes chinois reviendront en France. Je préfère dire la vérité: pour reconstruire notre nation, il faudra du travail, de la détermination, du temps.

Certaines entreprises, comme Air France, ne tournent plus. La nationalisation peut-elle attendre ?

J'ai transmis au Président et au Premier ministre une liste d'une vingtaine d'entreprises stratégiques fragilisées et des solutions pour les aider: garanties de prêts, montée au capital, recapitalisation, et, en dernier ressort, nationalisation. Il

ne pourra s'agir que de nationalisations temporaires. Mais tous les instruments sont à notre disposition pour protéger nos entreprises stratégiques. Nous les utiliserons au moment opportun.

Comment contraindre les grandes entreprises à payer leurs fournisseurs ?

D'abord en mentionnant leur nom publiquement en les désignant comme de mauvais payeurs. Ensuite, toute grande entreprise qui ne réglerait pas ses factures se verrait refuser la garantie de l'État pour ses prêts bancaires. Je serai intraitable. Il y a au moins deux ou trois entreprises auxquelles il a fallu rappeler ces règles. Je l'ai fait, directement. Elles ont obtempéré.

Espérez-vous être entendu dans votre appel à la modération des dividendes ?

Aucune des grandes entreprises qui font appel à l'État pour leur trésorerie ne devra verser de dividendes. S'agissant des autres grandes entreprises, je les appelle

versement des dividendes en 2020. Certaines les ont déjà réduits ou supprimés. J'invite chacun à suivre cette voie, comme l'ensemble des banques françaises va le faire.

Certains patrons et cadres baissent leur salaire. Est-ce la voie à suivre ?
Les salariés du privé en activité partielle ne touchent que 84 % de leur rémunération nette, il est donc important que les dirigeants fassent un effort. J'ai écrit en ce sens à toutes les entreprises dans lesquelles l'État a une participation. J'ai déjà des réponses positives des présidents d'Air France et de Safran. Je salue leur décision. De nombreux chefs d'entreprise ont fait des annonces en ce sens, et j'attends que d'autres suivent cet exemple.

Comment concilier déconfinement et redémarrage de l'économie ?
Notre priorité reste la sécurité sanitaire des Français avant tout. Nous devons nous assurer que les postes de travail sont espacés et que les équipements de protection sont disponibles. Après le déconfinement, nous devons maintenir les mêmes règles de sécurité. Il ne peut pas y avoir de retour à la normale du jour au lendemain.

Sur quels leviers comptez-vous agir pour relancer l'économie ?
L'investissement des entreprises sera la priorité absolue. Depuis des

« J'appelle les entreprises à diminuer d'un tiers leurs dividendes »

semaines, elles ne peuvent plus investir, au risque d'un retard technologique. Certaines filières durement touchées, comme l'aéronautique ou le tourisme, vont également avoir besoin d'une attention particulière et d'un plan de soutien. Cette relance devra faire l'objet d'une étroite coordination européenne. Sur le front de l'emploi, nous continuerons à financer massivement le chômage partiel. Enfin, s'agissant de la consommation, nous constatons aujourd'hui son effondrement. Les paiements par carte bancaire ont chuté de 50 % la semaine dernière par rapport à 2019. En contrepartie, les livrets A sont au plus haut.

Quel rôle peut jouer l'Europe dans la reprise ?

Il est essentiel. Il faut que nous soyons unis, ou la construction européenne disparaîtra. Nous plaçons depuis plusieurs jours avec le président de la République pour que l'ensemble des pays européens fasse preuve de solidarité. Je souhaite que, cette semaine, nous parvenions à nous entendre sur le mécanisme européen de stabilité pour dégager 240 milliards d'euros supplémentaires. Nous plaçons aussi pour la mise en place d'un fonds de solidarité européen qui permette d'emprunter collectivement pour des durées longues, par exemple de dix à vingt ans, à des taux d'intérêt faibles. En mutualisant nos dettes futures à hauteur de plusieurs centaines

pour des dépenses liées à l'épidémie, nous pourrions affronter ensemble les lendemains de cette crise exceptionnelle.

Mais des pays comme les Pays-Bas refusent ces appels à la solidarité...
Nous faisons tous les efforts pour les convaincre. Ensemble, nous sauverons nos économies, nos filières industrielles sinistrées, nous engageons des dépenses vitales en matière de santé et nous parviendrons à relocaliser des activités essentielles. Séparément, nous ne survivrions pas à cette crise.

Les dépenses massives des États vont-elles engendrer des hausses d'impôts tout aussi massives ?
On ne relance pas une économie en augmentant les impôts. On la relance en investissant et en aidant les secteurs sinistrés. D'autant que, dans notre pays, la pression fiscale avait atteint après la crise de 2008-2011 des niveaux insupportables pour les ménages comme pour les entreprises. Nous ne devons pas renouer avec ces vieilles habitudes.

Plaidez-vous aussi pour une pause dans l'agenda des réformes ?
La seule feuille de route que nous devons adopter, c'est la relance économique la plus puissante et la plus rapide possible.

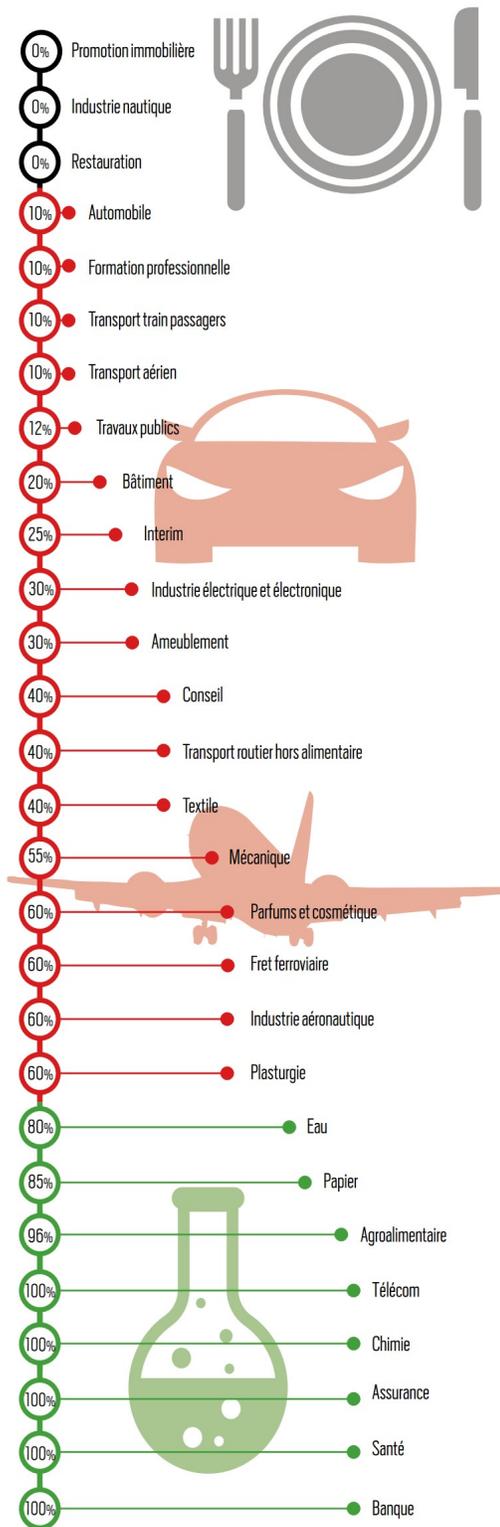
Comment faire revenir des productions stratégiques en France ?
C'est un travail de longue haleine que le président de la République et le gouvernement portent depuis trois ans et qui demande encore des décisions difficiles. Il a fallu du temps et de l'énergie pour donner naissance à la filière européenne de batteries électriques et, demain, ne plus dépendre de la Chine et de la Corée du Sud. Pour garder en France des usines d'acier comme Ascovel, nous devons instaurer une taxe carbone aux frontières de l'Union européenne. Nous n'avons aucune chance de réussir en laissant entrer l'acier chinois à des tarifs 20 % à 30 % inférieurs.

Quelles leçons tirez-vous de l'affaire des masques ?
Les masques ont montré de manière très crue que nous étions désarmés sur un certain nombre de productions stratégiques et qu'il faut maintenant nous réarmer. C'est vrai aussi pour les médicaments. Le combat que nous avons livré depuis des années pour maintenir l'agriculture française, qualifiée de passeiste, était très moderne. Cette crise démontre combien il est indispensable de garantir la bonne alimentation des Français, en toutes circonstances.

Comment changer le logiciel de l'économie du XXI^e siècle ?
Nous n'avons pas attendu cette crise pour dire que les salariés les plus faibles souffrent d'un problème d'inégalité et de reconnaissance, que la croissance durable et le respect de l'environnement font partie intégrale de l'économie du XXI^e siècle. À nous de confirmer ces intuitions. Cette crise nous touche au cœur, elle touche à notre santé. Nous devons passer à une économie de la sagesse. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR
BRUNA BASINI, RÉMY DESSARTS
ET DAVID REVAULT D'ALLONNES

Les secteurs qui résistent et ceux qui trinquent



Sources : fédérations patronales, fédérations professionnelles

BAROMÈTRE Le taux d'activité des différentes branches varie de 0 % à 100 % en fonction de leur caractère vital pour le pays

C'est un choc économique d'une violence inouïe. Depuis le 17 mars, dans l'Hexagone, le confinement paralyse des filières entières. Selon la Banque de France, chaque mois de confinement coûte à l'économie environ 3 % de PIB annuel, soit quelque 70 milliards d'euros. Et le plan d'urgence gouvernemental de 45 milliards d'euros ne suffira sans doute pas à enrayer la casse.

Conséquence : en quelques semaines, l'économie est devenue bipolaire, avec quelques gagnants et beaucoup de perdants. Un point confirmé par les remontées de terrain émanant des fédérations professionnelles. Dans l'industrie, le secteur nautique est à l'arrêt, l'automobile en chute de 90 %, l'ameublement de 70 %, le textile de 60 %. Dans l'aéronautique, 60 % des sites ont fermé leurs portes. Rien ne va plus dans le bâtiment - 85 % -, et les opérations de promotion immobilière sont au point mort. Dans les services, les secteurs les plus sinistrés sont les transports. Les avions sont cloués au sol, et l'aéroport d'Orly a fermé ses portes. Le TGV voyageurs ne tourne plus qu'à 10 %.

Les industries du spectacle vivant, la formation et l'interim sont en chute libre. Le choc est encore plus fort pour les professionnels du tourisme, qui estiment leur perte de chiffre d'affaires à 10 milliards d'euros. Oubliés, les 20 millions de visiteurs chinois qui se pressaient en France chaque année. Rayés de la carte, les 50 000 saisonniers attendus sur les bords de mer.

Les consommateurs n'achètent plus rien

Terminées, les vacances « normales » à l'étranger. Dans le commerce, les grands sinistrés sont les concessionnaires automobiles - les ventes de voitures neuves ont chuté de 72 % en mars -, les magasins d'habillement et les petits commerçants de centre-ville. Hors produits non essentiels, les consommateurs n'achètent plus rien. Par peur du virus, ils bouclent les boulangeries. Et malgré les ruées dans leurs rayons et sur leurs sites, les résultats des distributeurs ont baissé de 40 %. En cause, l'effondrement (-70 %) des ventes de produits à la coupe, à plus forte marge que les produits de première nécessité.

À l'autre bout du spectre, beaucoup d'acteurs dits d'« importance vitale » profitent du confinement. Les entreprises de l'agroalimentaire, de la santé et de la chimie tournent à 100 %. Les filières bois et papier restent opérationnelles à plus de 80 %. Tout comme les services de proximité - l'eau, la propreté et l'énergie. La production de cosmétiques et de parfums se maintient à 60 %. Dans les services, les banques sont occupées à déployer les prêts aux entreprises garantis par l'État. Autres acteurs bien portants, voire en sursurplus, les « sans-contact » portés par le numérique, tels les télécoms, les centres d'appels, les services de livraison et de paiement à distance. Signe des temps qui changent : les Américains ont inventé un nouvel indice boursier, le « Stay at Home ». ●

BRUNA BASINI